

60 000 postes d'enseignants: pour Copé, "Hollande est celui qui ne décide rien"

Alors que la polémique sur les 60 000 postes d'enseignants divise le PS, l'UMP ironise...

[Mis à jour le 18 janvier à 12h40]

Ce mercredi matin sur France Info, Jean François Copé a qualifié la proposition du candidat socialiste de *"ridicule et irréaliste"*. *"A trois mois de l'élection, M. Hollande devient de plus en plus celui qui ne décide rien. Or, nous, nous sommes dans la majorité ceux qui décident des choses"* a-t-il déclaré.

Le secrétaire national de l'UMP, Sébastien Huyghe a, lui, parlé de *"cacophonie"* et a appelé le candidat socialiste à *"sortir de l'ambiguïté afin de présenter un programme clair aux Français."*

L'UMP s'est même fendu d'une petit vidéo parodique sur la polémique.

Au sein du PS, Ségolène Royal a dénoncé le communiqué des trois socialistes sur RTL : *"Ce n'est pas bien que les socialistes polémiquent publiquement, il y a des lieux de discussions pour ça."*

Lors de la primaire socialiste, François Hollande avait annoncé la création de 60 000 postes dans l'Education nationale, sans toutefois indiquer comment il les financerait. **Ce dimanche, sur France 5, Jérôme Cahuzac, le président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée a expliqué que ces emplois seraient en fait des redéploiements.**

En réponse à cette déclaration, Benoît Hamon, Henri Emmanuelli et Marie-Noëlle Lienemann, trois membres de l'aile gauche du PS, ont publié ce mardi un communiqué. *"Si les 60.000 créations de postes annoncées par François Hollande ne devaient l'être que par redéploiement, cela reviendrait à réduire le service public de la santé ou de l'emploi pour consolider les moyens de l'Éducation nationale. Cela n'aurait aucun sens. Un poste de professeur en plus ne peut être payé par un poste d'infirmière en moins."* écrivent-ils. **Et de conclure : "La crise appelle la responsabilité et la crédibilité. Celles-ci se mesurent aussi à la volonté politique que l'on consacre à protéger les Français et à leur garantir l'égalité devant les services publics."** Une façon de mettre la pression à François Hollande à s'engager sur ces créations d'emplois.

François Hollande, en déplacement à Gandrange avec Martine Aubry ce mardi, n'a pas clarifié sa position. Il a toutefois promis d'y répondre lors de la présentation de son projet.